

Mussolini il fascista II. L'organizzazione dello Stato fascista 1925-1929 [Renzo De Felice]

Autor(en): **Pithon, Rémy**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **19 (1969)**

Heft 2

PDF erstellt am: **26.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

né lorsque M. Vivarelli évoque – trop brièvement – le problème combien important du financement du fascisme ou des mouvements nationalistes ; il est vrai que ce volume n'est que le premier et que le ou les suivants, impatientement attendus, compléteront l'analyse sur ce point.

Ajoutons que ce travail d'une magnifique précision est muni d'un index, et qu'il est d'une perfection typographique digne de l'Institut qui le publie, et de l'édition italienne en général. Souhaitons-lui de nombreux lecteurs parmi les historiens qui n'oublient pas de se préoccuper aussi des problèmes aigus de notre temps. Car «l'avvento del fascismo» est un problème aigu de notre temps.

Lausanne

Rémy Pithon

RENZO DE FELICE, *Mussolini il fascista II. L'organizzazione dello Stato fascista 1925–1929*, Torino, Einaudi, 1968. In-12, XII + 600 p.

La bibliographie mussolinienne est immense, et elle s'enrichit sans cesse. Cependant il n'existe encore aucune étude biographique systématique qui complète et corrige, voire remplace les nombreuses publications polémiques, apologétiques ou hostiles, et les travaux de seconde main. C'est dire l'énorme intérêt de la vaste recherche entreprise depuis des années par M. De Felice, professeur à Salerne. Après deux gros volumes (*Mussolini il rivoluzionario 1883–1920* et *Mussolini il fascista I. La conquista del potere 1921–1925*) parus déjà chez le même éditeur en 1965 et 1966, il nous livre maintenant un troisième livre consacré aux années qui vont de la fin de l'affaire Matteotti (très exactement du fameux discours du 3 janvier 1925) à la *Conciliazione*. Années décisives pour la mise en place de ce qui va être l'essentiel du régime fasciste. Deux volumes sont encore prévus, couvrant les périodes 1929–1939 et 1939–1945. Gageons que les projets de l'auteur l'entraîneront à répartir la matière de ses recherches et de ses découvertes en trois ou quatre volumes au lieu de deux !

Les œuvres complètes de Mussolini sont, comme on sait, imprimées (éd. Edoardo et Duilio Susmel). De très nombreux documents, mémoires, lettres, etc... ont été publiés : Ciano, Federzoni, Tasca, Sforza, Albertini, Amendola, etc... Mais M. De Felice a travaillé avec une patience exemplaire dans les archives publiques (notons en passant qu'à Rome, les archives publiques pour cette période sont accessibles...) et privées, et a également glané les renseignements que pouvaient lui donner encore les survivants de l'époque étudiée. La richesse de la documentation est donc considérable, jusque dans le détail. Surtout dans le détail peut-être ; car les fonds qui contiennent les renseignements d'origine policière fournis à Mussolini personnellement sur tout le monde, ses amis politiques compris, sont inépuisables ; ce qui caractérise aussi d'emblée le régime et le personnage.

Les sujets essentiels de cette période 1925–1929 sont évidemment la mise en place des institutions politiques qui transforment peu à peu la monarchie

parlementaire issue du *Statuto* de Charles-Albert en une dictature, où le Parlement et le roi ne jouent plus qu'un rôle décoratif, la politique de redressement économique, baptisée aussi bataille de la lire, et le rapprochement avec le Vatican, qui conduit aux accords de Latran. Mais l'auteur ne procède nulle part à un exposé suivi des événements, pour en discuter ensuite la portée et l'interprétation. Il commente et met en cause les différentes hypothèses interprétatives pas à pas, ce qui fait de son livre une lecture passionnante pour qui connaît déjà quelque peu le déroulement des processus analysés, mais probablement harassante pour le novice. Paradoxalement, cet ouvrage très volumineux, comme les deux qui l'ont précédé, est constamment allusif, et ne donne des détails que sur les motivations (hypothétiques souvent, bien sûr) et sur les arguments d'interprétation, mais jamais, ou presque, sur les faits discutés eux-mêmes.

L'opposition réduite au silence après l'affaire Matteotti, la censure et les polices ayant la situation bien en main, Mussolini est le maître, les fascistes dominant l'Italie. C'est du moins ce qui semble évident. Or que va-t-il se passer ? La « fascistizzazione » de l'Italie, jalonnée par les mesures conduisant au parti unique, à la fin du contrôle parlementaire, à la mise à l'écart du roi, etc... (« leggi fascistissime ») ne se fait pas selon les vues et les désirs des fascistes les plus « purs », les plus intransigeants, les plus proches en somme de l'idée fasciste des années 20. En ce sens, Mussolini a manœuvré pour museler l'opposition interne du parti, après avoir muselé l'opposition externe. C'est du moins la thèse – fort résumée et simplifiée – de M. De Felice. En somme, l'Italie mussolinienne est plus une Italie dictatoriale et nationaliste que vraiment fasciste (au sens du programme fasciste de 1919). Caractéristique à cet égard est l'insistance avec laquelle nous est montré le duel Federzoni-Farinacci. Le premier, ministre de l'Intérieur, venant du nationalisme, est soutenu par Mussolini (du moins tant qu'il sera utile) contre le fasciste de la première heure Farinacci, « ras » de Crémone, l'homme du « squadrismo » et du « fascismo integrale », peu à peu éliminé de tout poste important. De là découlerait – et la thèse paraît valable – le fait que, malgré les apparences, dans l'Italie de Mussolini le Parti a toujours été subordonné à l'Etat, alors que l'Allemagne hitlérienne connaîtra un phénomène inverse. C'est dans cette direction qu'il faut chercher à discerner les causes qui conduisent à la création de l'Etat corporatif, qui est peut-être l'effort essentiel pour faire du nouveau, mais là aussi contre les vieux chefs syndicalistes fascistes, et avec la collaboration (moins enthousiaste qu'on ne l'a dit parfois) du patronat libéral-nationaliste et des nationalistes ralliés comme Rocco.

En somme, Mussolini se révèle un habile, un manoeuvrier non seulement à l'égard des forces traditionnelles, mais même à l'égard de ses propres collaborateurs, pour assurer non tant le triomphe des idées fascistes, dont il est pourtant l'auteur, que celui d'une certaine conception de l'Etat confié à un seul homme, conception en définitive plus napoléonienne ou bismarckienne que proprement fasciste. « L'homme providentiel », en somme, comme l'a appelé

assez imprudemment Pie XI... Mais cela nous amène aux accords de Latran.

On sait maintenant que le règlement de l'irritante question romaine avait déjà été ébauché sous les ministères Orlando et Nitti. Mais que la liquidation du contentieux entre le Vatican et l'Etat italien ait été un des succès spectaculaires de Mussolini n'en reste pas moins évident. M. De Felice renseigne le lecteur très précisément sur le déroulement des négociations. Son jugement sur l'attitude prise alors par le pape est en substance positif: Pie XI aurait réussi à sauver, aux prix de concessions au régime et de la caution qu'il lui accordait sans enthousiasme, l'existence d'une classe dirigeante catholique, les cadres les plus jeunes de l'ancien «Partito popolare italiano» sans doute; ces gens allaient en 1945 se trouver en mesure de prendre l'initiative de la construction de l'Italie nouvelle sans qu'elle devînt un pays anticlérical. Certes les faits se sont bien déroulés ainsi: mais peut-on valablement en attribuer le mérite à la clairvoyance des «politiques» du Vatican? C'est pour le moins discutable. Et on peut en revanche se demander si la compromission de l'Eglise à l'égard du fascisme n'a pas dès 1945 rendu indispensable la participation massive de la même Eglise aux luttes politiques, car si le parti démocrate-chrétien ne s'installait et ne se maintenait pas au pouvoir dans les années «dures» de l'immédiat après-guerre, la situation de l'Eglise en Italie ne risquait-elle pas de redevenir plus difficile qu'à l'époque post-cavourienne? D'où une autre forme de compromission, dont les élections de 1948 témoignent éloquemment. Mais ceci est une autre histoire...

Ce jugement n'est certes pas le seul discutable du livre (cf. pp. 416-417). Nous nous avouons peu convaincu, par exemple, par l'argumentation concernant l'attentat Zamboni (p. 205-207). Mais un livre de cette dimension et de cette nature prête le flanc à la critique et à la discussion; c'est même une de ses raisons d'être. De toute manière, cette monumentale biographie, peu maniable, mais richement documentée (et munie en appendice de textes documentaires très précieux) est indispensable à toute étude sérieuse du fascisme; elle est d'ores et déjà un des ouvrages de référence fondamentaux sur le sujet et sur l'époque.

Lausanne

Rémy Pithon

GEORGES FISCHER, *Le parti travailliste et la décolonisation de l'Inde*. Paris, François Maspero, 1966. In-8°, 342 p.

Ever since the independence of India was recognised by the third Labour government in Britain, one recurrent theme in the writings of many British Labour politicians and journalists have been that the new regime in India is the product of a well-established tradition of understanding and co-operation between the British Left and the Indian national movement. A critical analysis of the theory and practice of British Labour with regard to India was long overdue, to test the validity of this theme. Dr. Fischer has put us all in his debt by a very thorough study of the subject.